



EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES SÉANCES DU CONSEIL D'ÉTAT

AUSZUG AUS DEM PROTOKOLL DER SITZUNGEN DES STAATSRATES

Séance du
Sitzung vom

13 NOV. 2002

LE CONSEIL D'ETAT

Vu la requête du 6 août 2002 de la municipalité de Lens, sollicitant l'homologation de la modification partielle de son plan d'affectation et de son règlement communal des constructions (zone de dépôt de matériaux destinée à une déchetterie régie par le nouvel article à insérer dans l'Avenant au règlement intercommunal sur les constructions, ARIC);

Vu les articles 75 et 78 de la Constitution cantonale;

Vu les dispositions de la loi du 13 novembre 1980 sur le régime communal (LRC);

Vu les dispositions de la loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT) et ses dispositions cantonales d'application du 23 janvier 1987 (LcAT);

Vu la décision du Conseil d'Etat du 2 octobre 1992 concernant les objectifs d'aménagement du territoire,

Vu l'article 33 de la loi du 21 juin 1990 concernant l'application de la législation fédérale sur la protection de l'environnement (LALPE);

Vu quant aux frais l'article 88 de la loi du 6 octobre 1976 sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA);

Vu le préavis du Service de la protection de l'environnement du 3 octobre 2002;

Vu le préavis du Service des forêts et du paysage du 7 octobre 2002;

Vu le préavis du Service de l'aménagement du territoire du 14 octobre 2002;

Vu la détermination de la municipalité de Lens du 29 octobre 2002 sur la teneur des préavis susmentionnés;

Attendu que le recours déposé contre la mesure de planification approuvée par le législatif municipal a été traité dans une procédure séparée;

Sur la proposition du Département de l'économie, des institutions et de la sécurité,

d é c i d e :

d'homologuer la modification partielle apportée au plan d'affectation des zones et au règlement des constructions telle qu'approuvée par l'assemblée primaire de Lens 17 juin 2002, sous réserve de la correction suivante proposée par le Service de la protection de l'environnement :

19.1 Zone de dépôt de matériaux destinée à une déchetterie

...

- c) Dans cette zone seuls les équipements et les constructions indispensables à l'exploitation de la déchetterie **et à la gestion des matières organiques** peuvent y être autorisés.

...

émolument : 150 francs

Pour copie conforme,
LE CHANCELIER D'ETAT :

- 6 extr. DEIS
- 1 extr. IF

